

**JO N°17 DU 28 AVRIL 2005**

***Arrêté n°2004 -077 /SECU/CAB du 27 décembre 2004***

**Article 1 :** Il est institué un code de bonne conduite des personnels de la Police Nationale.

**Article 2 :** Le code de bonne conduite des personnels de la Police Nationale est l'ensemble des règles déontologiques qui régissent l'action des fonctionnaires de la Police Nationale et des personnes légalement appelées à participer aux missions de la Police Nationale.

## **CHAPITRE 1: PREAMBULE**

**Article 3 :** La Police Nationale est un cadre paramilitaire qui concourt, sur l'ensemble du territoire, à la garantie des libertés, à la défense des institutions de la République, au maintien de la paix et de l'ordre publics ainsi qu'à la protection des personnes et des biens.

**Article 4 :** La Police Nationale est au service de la nation. A ce titre elle s'acquitte de ses missions dans le respect de la déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen, de la constitution, des conventions internationales, des lois et règlements en vigueur.

**Article 5 :** L'accès à la Police Nationale est ouvert à tout citoyen burkinabé satisfaisant aux conditions de recrutement fixées par les lois et règlements.

**Article 6 :** La Police Nationale est organisée hiérarchiquement. Sous réserve des règles établies par le Code de procédure pénale en ce qui concerne les missions de police judiciaire, elle est placée sous l'autorité du chef du gouvernement qui délègue ses pouvoirs de gestion et d'administration au ministre chargé de la sécurité intérieure.

**Article 7 :** Le présent code de bonne conduite s'applique aux fonctionnaires de la Police Nationale et aux personnes légalement appelées à participer à ses missions. Ces personnels sont astreints au service continu de jour et de nuit.

**Article 8 :** Les fonctionnaires de police jouissent de la protection de l'Etat contre les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamation ou outrages dont ils sont victimes dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

**Article 9 :** Tout manquement aux devoirs définis par le présent code expose son auteur à une sanction disciplinaire, sans préjudice, le cas échéant, des peines prévues par la loi pénale et autres textes en vigueur.

## **CHAPITRE II: OBLIGATIONS GENERALES DES FONCTIONNAIRES DE POLICE**

**Article 10 :** Le fonctionnaire de police est loyal envers les institutions républicaines. Il est intègre et impartial ; il ne se départit de sa dignité en aucune circonstance.

Placé au service du public, le fonctionnaire de police se comporte envers celui-ci d'une manière exemplaire.

Il doit respect absolu aux personnes, quels que soient leur sexe, nationalité ou origine, leurs conditions sociales, leurs opinions politiques, religieuses ou philosophiques.

**Article 11** : Le fonctionnaire de police est tenu, en tout temps et en tout lieu, d'intervenir de sa propre initiative pour porter assistance à toute personne en danger, pour prévenir ou réprimer tout acte de nature à troubler l'ordre public et protéger l'individu et la collectivité contre les atteintes aux personnes et aux biens.

**Article 12** : Toute personne appréhendée, placée sous la responsabilité et la protection de la Police, ne doit subir, de la part des fonctionnaires de police ou de toute autre personne, aucune violence ni aucun traitement inhumain ou dégradant.

Le fonctionnaire de police ayant la garde d'une personne dont l'état nécessite des soins ou traitements spéciaux doit faire appel au personnel médical et prendre des mesures pour protéger la vie et la santé de cette personne.

Le fonctionnaire de police qui serait témoin d'agissements prohibés par le présent article engage sa responsabilité disciplinaire s'il n'entreprend rien pour les faire cesser ou néglige de les porter à la connaissance de l'autorité compétente.

### **CHAPITRE III : DEVOIRS RESPECTIFS DES AUTORITES DE COMMANDEMENT ET DES FONCTIONNAIRES DE POLICE**

**Article 13** : L'autorité investie du pouvoir hiérarchique exerce les fonctions de commandement. A ce titre, elle prend les décisions et les fait appliquer, elle les traduit par des ordres qui doivent être précis et assortis des explications nécessaires à leur bonne exécution.

**Article 14** : L'autorité de commandement est responsable des ordres qu'elle donne, veille à leur exécution et assume leurs conséquences. Lorsqu'elle charge un de ses subordonnés d'agir en son lieu et place, hors les cadres réglementaires de délégation, sa responsabilité demeure entière et s'étend aux actes que le subordonné accomplit régulièrement dans le cadre de ses fonctions et des ordres reçus.

**Article 15** : L'autorité de commandement transmet ses ordres par la voie hiérarchique. Si l'urgence ne permet pas de suivre cette voie, les échelons intermédiaires en sont informés sans délai.

**Article 16** : Hors les cas de réquisition, de trouble à l'ordre public et de l'application des règles de discipline générale, aucun ordre ne peut être donné à un fonctionnaire de police dans le cadre des activités de son poste de travail par un supérieur qui ne relève pas de son autorité hiérarchique directe.

**Article 17** : Le fonctionnaire de police doit à tout instant obéissance et respect stricts à tout supérieur hiérarchique.

**Article 18** : Le fonctionnaire de police doit exécuter loyalement les ordres qui lui sont donnés par l'autorité de commandement. Il est responsable devant l'autorité de commandement de leur exécution et assume les conséquences de leur inexécution.

**Article 19** : Le subordonné est tenu de se conformer aux instructions de l'autorité, sauf dans le cas où l'ordre est manifestement illégal et de nature à compromettre gravement un intérêt public. Dans ce cas, le subordonné a le devoir de faire part de ses objections à l'autorité qui l'a donné, en indiquant expressément la signification

illégale qu'il attache à l'ordre litigieux.

Si l'ordre est maintenu et si, malgré les explications ou l'interprétation qui lui en ont été données, le subordonné persiste dans sa contestation, il en réfère à la première autorité supérieure qu'il a la possibilité de joindre. Il doit être pris acte de son opposition.

Tout refus d'exécuter un ordre qui ne répondrait pas aux conditions ci-dessus engage la responsabilité de l'intéressé.

**Article 20** : Tout fonctionnaire de police a le devoir de rendre compte à l'autorité de commandement de l'exécution des missions qu'il a reçues ou le cas échéant, des raisons qui ont rendu leur exécution impossible.

**Article 21** : Lorsqu'il est autorisé par la loi à utiliser la force, et en particulier, à se servir de son arme, le fonctionnaire de police ne peut en faire qu'un usage strictement nécessaire et proportionné.

#### **CHAPITRE IV : DU CONTROLE DE LA POLICE**

**Article 22** : Outre le contrôle de la Chambre d'Accusation qui s'impose à eux lorsqu'ils accomplissent des actes de police judiciaire, les personnels de la Police Nationale et les autorités administratives qui les commandent sont soumis au contrôle hiérarchique et, s'agissant des seuls personnels de la Police Nationale, également à celui de l'inspection générale du ministère chargé de la sécurité intérieure.